

Canadian
Historical
Association



Société
historique
du Canada

NOTE : Steven High, à titre de président de la SHC, a soumis cette « réponse » au National Post après que celui-ci ait publié trois articles attaquant la reconnaissance du génocide des peuples autochtones par le Conseil d'administration de la Société historique du Canada. Malheureusement, le journal a refusé de la publier et a préféré publier un éditorial faisant l'éloge d'une publication marginale d'histoire qui se moque régulièrement des survivants des pensionnats autochtones. Cet article a également été rédigé en réponse à celui publié unilatéralement dans le Journal de Montréal.

Reconnaître le génocide au Canada

« Notre incapacité, en tant que société, à reconnaître cette histoire pour ce qu'elle est, et les façons dont elle se perpétue dans le présent, a servi à perpétuer la violence. Il est temps pour nous de briser ce cycle historique. Nous encourageons les Canadiens à reconnaître cette histoire pour ce qu'elle est : un génocide. »

[Déclaration de la Société historique du Canada, reconnaissant le génocide des peuples autochtones au Canada, 1er juillet 2021.](#)

Un groupe d'historiens et de politologues, presque tous des Blancs dont plusieurs sont à la retraite, et ne comptant que quelques spécialistes du sujet en cause, a été largement médiatisé cette semaine pour avoir condamné la Société historique du Canada d'avoir reconnu le génocide des peuples autochtones au Canada. Seule une minorité des signataires sont même membres de la SHC (5 des 53 signataires). Il est très révélateur qu'il ne soit pas indiqué que leur lettre ouverte a été publiée à l'origine dans une publication marginale qui se moque régulièrement des survivants des pensionnats indiens - allant jusqu'à publier des photos historiques d'enfants souriants prises par les autorités scolaires à des fins promotionnelles avec des légendes telles que (et je cite) « D'autres enfants forcés de sourire sous la menace d'une arme à feu » - et que cela pourrait être un problème.

Il est également significatif que ces mêmes médias, y compris le vôtre, n'aient pas mentionné la lettre ouverte rédigée par des historiens autochtones, qui sont tous des spécialistes qui mènent présentement des recherches sur l'histoire remise en question, et qui sont pour la plupart titulaires de chaires de recherche du Canada ou universitaires (les nominations les plus prestigieuses de notre système universitaire) :

« La déclaration du Conseil d'administration de la SHC s'appuie sur cette récente étude historique et est façonnée par l'époque dans laquelle nous vivons, où les vérités sur les pensionnats et les autres politiques et pratiques génocidaires ayant un impact sur le bien-être et la santé des enfants autochtones ont été conçues spécifiquement pour éradiquer les Premières nations, les Métis et les Inuits et détruire leurs nations. Cette compréhension est

alimentée par de nouveaux faits et informations révélés par de nouvelles collections d'archives et d'histoire orale. Par conséquent, différentes interprétations ont vu le jour. ... La déclaration fait explicitement valoir la position que la plupart des historiens de l'histoire autochtone-coloniale soutiennent depuis les 30 dernières années. » ([Conseil d'administration de Shekon Neechie](#))

La réaction de la très grande majorité des historiens canadiens à la déclaration de la fête du Canada a été positive. En fait, s'il y a eu une critique, c'est que cette déclaration ait tardé si longtemps. Les sociétés savantes du monde entier publient régulièrement des déclarations de ce type lorsque cela est approprié, mais reconnaître un génocide dans notre propre pays est difficile. Il est bien plus facile de reconnaître un génocide en Chine. Mais il est essentiel que nous portions un regard critique sur notre histoire, en posant les questions difficiles, même si les réponses sont pénibles et mettent plusieurs d'entre nous mal à l'aise. Le travail d'historien ne consiste pas à nous reconforter.

La critique de la déclaration de la Société historique du Canada sur le génocide s'appuie fortement sur une distinction entre « génocide culturel » et « génocide » - une distinction qui n'existe pas en droit international. Le génocide culturel est un génocide. J'invite les lecteurs à lire notre déclaration originale pour connaître cette définition et savoir comment elle s'applique à la vision à long terme de l'histoire canadienne.

Pour un exemple éloquent de recherche récente à ce sujet, je vous renvoie à un article publié en août 2021 dans [Scientific American](#) par Ian Mosby et Erin Millions, qui évoque les horreurs des pensionnats indiens et la mesure dans laquelle le gouvernement savait à quel point ils étaient mortels :

« L'objectif du système des pensionnats indiens du Canada, après tout, partageait celui de son homologue américain : « [Tuez l'Indien, et sauvez l'homme](#). » Plus de 150 000 enfants ont été arrachés à leur foyer entre 1883 et 1997, souvent de force, et placés dans des pensionnats éloignés où l'accent était mis sur le travail manuel, l'instruction religieuse et l'assimilation culturelle. »

Pourtant, la lettre ouverte qui retient l'attention du National Post est celle qui juxtapose les historiens « militants » (et en quelque sorte compromis) et les historiens « impartiaux » (et donc véritables) - ce qui est malhonnête et ne sert qu'à alimenter les vieilles guerres de « culture » et d' « histoire » du dernier quart de siècle.

Les historiens et la discipline de l'histoire ne sont pas à l'écart de la politique : toute histoire est politique. En effet, la déclaration la plus politique au monde est celle qui insiste sur le fait qu'elle n'est pas politique. Notre déclaration de la fête du Canada reconnaît que les historiens, dans le passé, ont contribué « de façon durable et tangible au refus canadien de faire face à l'histoire de la colonisation et de la dépossession de ce pays ». La couverture du National Post de ces derniers jours le confirme.

Nous pouvons et devons être meilleurs que cela.

Je terminerai par la récente lettre ouverte d'historiens autochtones chevronnés, car elle constitue un point essentiel : « il ne s'agit pas simplement d'un débat interprétatif limité à la tour d'ivoire. Il a des

implications actuelles très réelles et significatives pour notre société. S'il s'agit d'une question d' « éthique et de valeurs », comme le prétend la lettre ouverte, nous affirmons que de débattre de l'utilisation du mot « génocide » alors que les communautés autochtones du pays sont à vif et en deuil, est un autre exemple de la conduite aveugle, insensible et contraire à l'éthique qui caractérise une grande partie de la recherche « sur » les peuples autochtones au Canada ».

Steven High, professeur d'histoire, et président de la Société historique du Canada